

Résultats de l'enquête sur les désabonnements IEEE et Springer

Celia Lentretien, Jean-François Lutz, Cécile Quilliard - de Cocola

Octobre 2021

Table des matières

Contexte	2
Profil des répondant-e-s	3
Refus d'accès	6
Modalités d'accès alternatives.....	7
Impact sur la recherche	9
Sélection de quelques commentaires	11
Appréciation de la stratégie de l'Université de Lorraine	12
Commentaires libres concernant la stratégie de l'UL.....	14
Souhaits et modalités de concertation avec la communauté académique	18
Modalités de concertation proposées.....	18
Sélection de quelques commentaires significatifs.....	19
Conclusion	20
Annexe 1 – Formulaire de l'enquête.....	21
Annexe 2 - Répartition des répondant-e-s par pôle et par unité de recherche	24
Annexe 3 - Statistiques de consultations Springer (2018, source ezMesure).....	26
Annexe 4 - Statistiques de consultations IEEE (2018, source ezMesure)	27

Contexte

A la fin des années 2000, le modèle d'abonnement à l'ensemble des revues d'un éditeur (ou *big deal*), couplé à une augmentation forte et continue des prix, est de plus en plus critiqué. Les relations entre les bibliothèques universitaires et les éditeurs de revues scientifiques (éditeurs commerciaux et certaines sociétés savantes) se dégradent sensiblement en raison du poids budgétaire intenable que font peser les principaux abonnements sur les budgets des bibliothèques. Cela se traduit alors par des négociations très dures, voire des ruptures, dans de nombreux pays, par exemple en [Allemagne](#)¹, [Suède](#)², [Hongrie](#)³, [Norvège](#)⁴. Fin février 2019 c'est l'[Université de Californie](#)⁵ (10% de toute la production scientifique des USA) qui décide de ne pas renouveler son abonnement au bouquet de revues Elsevier.

En 2018, l'Université de Lorraine (UL) décide de ne pas renouveler son abonnement institutionnel au bouquet de plus de 1000 revues de l'éditeur scientifique Springer. Le motif principal de ce choix est le prix qui n'a cessé d'augmenter au cours des quinze années précédentes pour atteindre un niveau difficilement soutenable. Entre 2007 et 2017, le prix de l'abonnement de l'UL a augmenté de 60% pour atteindre près de 160 000 € TTC alors que l'usage de la ressource reste stable. Cette décision a été proposée par la Direction de la Documentation (DirDoc) au vice-président Recherche et validée par le Président de l'université. Des délais courts ont empêché une consultation plus large des usagers. Le non-renouvellement de l'abonnement a été annoncé à l'éditeur en décembre 2017 pour prendre effet au 1^{er} janvier 2018 mais les accès sont restés ouverts jusqu'en septembre 2018, date de l'aboutissement de la négociation nationale menée par le Consortium Couperin pour 2018-2020.

La fin de l'année 2018 a été consacrée à des échanges difficiles avec l'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) qui, à la suite d'un changement de tranche tarifaire, a annoncé le doublement du montant d'abonnement de l'UL à son bouquet de revues, souhaitant le faire passer de 43 000 \$ à plus de 98 000 \$. Malgré plusieurs tentatives pour faire entendre raison à l'éditeur, l'UL n'est pas parvenue à obtenir gain de cause et a décidé, sur proposition de la DirDoc et en accord avec les responsables des pôles scientifiques et des laboratoires impactés ainsi que du vice-président Recherche de l'université, de ne pas renouveler son abonnement au bouquet mais de souscrire, à la place, aux 20 titres IEEE les plus consultés. Cette solution permet alors de couvrir 60% de l'usage constaté en 2017 pour un montant de 33 500 \$, soit 78% de la facture 2018 et 34% du montant escompté par IEEE.

En 2020, l'établissement a souhaité mesurer l'impact de ces coupures d'accès auprès de la communauté scientifique par le biais d'une enquête. Les objectifs sont multiples : d'abord évaluer les conséquences sur le travail de recherche, ensuite mesurer l'appréciation de ces décisions dans le contexte de la politique science ouverte de l'établissement et enfin connaître la volonté d'implication des chercheur-se-s en cas de nouveau désabonnement.

L'enquête est menée conjointement par deux services de la DirDoc : la mission d'appui à la recherche et la mission Observatoire des usages, avec l'appui du Comité opérationnel sur les publications ouvertes de l'établissement.

Elle comprend 12 questions (9 obligatoires et 3 facultatives)⁶ et a été réalisée via LimeSurvey. Elle a été ouverte du 14 septembre au 19 octobre 2020. Un article a été diffusé dans le magazine de l'établissement et relayé via les listes de diffusion par le Chargé de mission science ouverte de l'université, ainsi qu'auprès des

¹ <https://www.projekt-deal.de/elsevier-news>

² <https://www.kb.se/samverkan-och-utveckling/oppnen-tillgang-och-bibsamkonsortiet.html>

³ <http://eisz.mtak.hu/index.php/en/283-hungarian-consortium-terminates-negotiations-with-elsevier.html>

⁴ <https://www.mynewsdesk.com/no/unit/pressreleases/norwegian-research-institutions-have-decided-not-to-renew-their-agreement-with-elsevier-2846284>

⁵ <https://www.universityofcalifornia.edu/press-room/uc-terminates-subscriptions-worlds-largest-scientific-publisher-push-open-access-publicly>

⁶ Voir Annexe 1

directions des unités de recherche par les bibliothécaires-référent-e-s du réseau d'appui à la recherche de la DirDoc.

L'enquête a permis de recueillir 535 séries de réponses dont 350 séries complètes et 185 partielles, pour un total de 393 réponses exploitables, dont 277 issues de répondant-e-s identifiés comme maître-esse-s de conférences / chargé-e-s de recherche ou professeur-e-s d'université / directeur-riche-s de recherche, les autres répondant-e-s étant doctorant-e-s, post-doctorant-e-s / attaché-e-s temporaires d'enseignement et de recherche ou n'ayant pas souhaité préciser leur niveau de carrière. Le nombre total de chercheur-se-s et enseignant-e-s-chercheur-se-s à l'UL étant de 3025, notre échantillon de 277 personnes représente 9% du public visé.

Profil des répondant-e-s

A travers l'enquête, il s'agissait d'identifier le profil de chaque répondant-e, selon les indicateurs suivants :

- la discipline de rattachement (section CNU) ;
- le niveau de carrière : Doctorant-e ; Post doctorant-e/ATER ; MCF/CR ; PU/DR ;
- le laboratoire d'appartenance ;
- le type d'engagement avec Springer et/ou IEEE : *editor*, *reviewer*, auteur, membre de IEEE, aucun.

Pour déterminer la discipline de rattachement, nous avons interrogé les répondant-e-s sur la section du Conseil national des universités⁷ (CNU) à laquelle ils se rattachent. Cette question étant à réponse libre, une grande variété de libellés allant de « section CNU 29 » à « biologie des plantes » a été constatée. Pour une plus grande lisibilité des résultats obtenus, nous avons fait le choix de synthétiser les 341 résultats et de les présenter par Groupe CNU (en précisant les libellés des sections pour le groupe Sciences représentant 80% des résultats) et par section CNRS⁸, le cas échéant.

Groupes CNU	Intitulés des sections	Effectifs totaux
	Sciences	270
	Informatique	39
	Energétique, génie des procédés	32
	Mathématiques appliquées et application des mathématiques	21
	Chimie des matériaux	19
	Mathématiques	19
	Chimie théorique, physique, analytique	16
	Biologie des populations et écologie	15
	Milieux denses et matériaux	15
	Génie électrique, électronique, photonique et systèmes	14
	Mécanique, génie mécanique, génie civil	14
	Structure et évolution de la Terre et des autres planètes	13
	Biochimie et biologie moléculaire	11
	Biologie des organismes	10
	Génie informatique, automatique et traitement du signal	10
	Chimie organique, minérale, industrielle	9
	Milieux dilués et optique	5
	Biologie cellulaire	4
	Physiologie	2
	Constituants élémentaires	1
	Neurosciences	1
	Lettres et Sciences Humaines	29
	Médecine	13
	Pluridisciplinaire	11
	STAPS	6
	Sciences de l'information et de la communication	5
	Pharmacie	8
	Droit, Economie, Gestion	4

⁷ <https://www.conseil-national-des-universites.fr>

⁸ <https://www.cnrs.fr/comitenational/sections/intitsec.php>

Sections CNRS	Intitulés des sections	Effectifs totaux 6
	Milieux fluides et réactifs : transports, transferts, procédés de transformation	2
	Terre et planètes telluriques : structure, histoire, modèles	2
	Chimie des matériaux, nanomatériaux et procédés	1
	Pharmacologie-ingénierie et technologies pour la santé-imagerie biomédicale	1

Les laboratoires de l'Université de Lorraine sont organisés autour de 10 pôles scientifiques :

A2F : Agronomie, agroalimentaire, forêt

AM2I : Automatique, mathématiques, informatique et leurs interactions

BMS : Biologie, médecine, santé

CLCS : Connaissance, langage, communication, sociétés

CPM : Chimie et physique moléculaires

EMPP : Energie, mécanique, procédés, produits

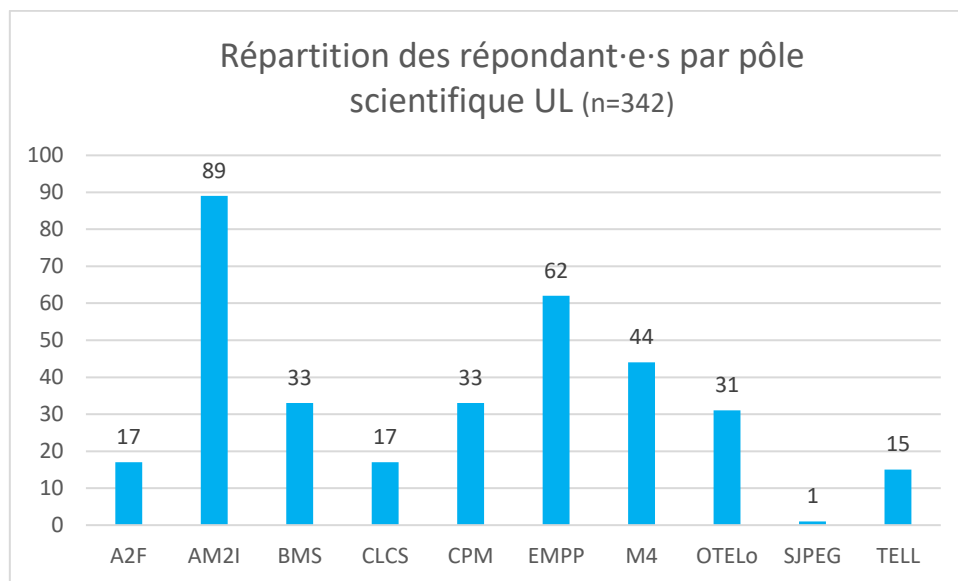
M4 : Matière, matériaux, métallurgie, mécanique

OTELo : Observatoire Terre et environnement de Lorraine

SJPEG : Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion

TELL : Temps, espaces, lettres, langues.

Les réponses à la question sur le laboratoire d'appartenance⁹ ont permis d'identifier à quel pôle scientifique de l'UL se rattachaient les répondant-e-s.



L'analyse de la répartition des répondant-e-s montre une surreprésentation des pôles AM2I, BMS et EMPP qui représentent respectivement 23%, 8% et 16% des répondant-e-s à l'enquête pour 19%, 4% et 11% du nombre total de chercheur-se-s et enseignant-e s-chercheur-se-s à l'UL¹⁰. On constate au contraire une sous-représentation des pôles CLCS, SJPEG et TELL.

⁹ Voir annexe 2

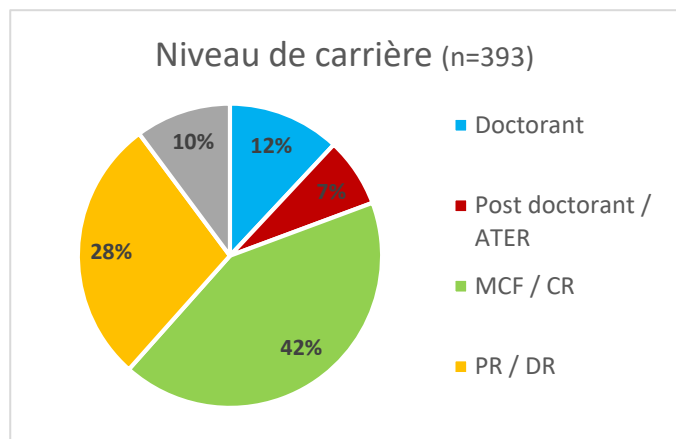
¹⁰ Source : Tableau de bord opérationnel (TBO) de l'université, données au 21/05/2021

Plusieurs éléments peuvent expliquer ces disparités :

- la couleur disciplinaire des revues Springer (un bouquet pluridisciplinaire avec une dominante en sciences de l'ingénieur et santé) et IEEE (éditeur en automatique, mathématiques, informatique) ;
- les statistiques d'usage¹¹ qui montrent qu'en 2018, les pôles M4, AM2I, EMPP étaient les principaux lecteurs des revues de ces éditeurs.

Nous avons également porté notre attention sur la proportion de répondant-e-s d'une unité de recherche par rapport au nombre total de chercheur-se-s et enseignants-chercheur-se-s de cette même unité. Dans certains pôles, on peut constater des écarts importants en termes de taux de réponses : pour le pôle AM2I par exemple, 25% des membres de l'Institut Elie Cartan de Lorraine (IECL) ont répondu à l'enquête quand seulement 2% des membres du Centre de Recherche en Automatique de Nancy (CRAN) l'ont fait. On peut également noter que les réponses du pôle M4 qui compte 3 unités de recherche viennent essentiellement de l'Institut Jean Lamour (IJL) dont 19% des membres ont participé à l'enquête.

A la question du niveau de carrière, sur 393 personnes, 10% n'ont pas souhaité répondre. Le groupe le plus nombreux est celui des maître-esse-s de conférences / chargé-e s de recherche avec 166 individus suivi des professeur-e-s / directeur-ric-e-s de recherche, ce qui est conforme à la proportion de chacun de ces groupes à l'université. Le nombre moindre de doctorant-e-s ne surprend pas, ces derniers n'étant pas forcément en mesure de comparer les abonnements actuels avec ceux de 2018.



La dernière question relative au profil des répondant-e-s était formulée ainsi « Quel est votre engagement avec Springer et/ou IEEE ? ».

Les participant-e s à l'enquête pouvaient apporter une ou plusieurs réponses parmi les suivantes : *editor* ; *reviewer* ; auteur ; membre de IEEE ; aucun ; je ne souhaite pas répondre.

189 répondant-e-s ont sélectionné au moins une réponse, 204 n'ont pas répondu à la question.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des 509 réponses apportées au total par les 189 répondant-e-s :

Editor	13
Reviewer	144
Auteur	189
Membre de IEEE	15
Aucun	127
Je ne souhaite pas répondre	21
TOTAL	509

134 répondant-e-s déclarent cumuler plusieurs engagements avec Springer et/ou IEEE. Dans la très grande majorité des cas, il s'agit des fonctions de *reviewer* et d'auteur (111 réponses).

¹¹ Voir Annexes 3 et 4, Statistiques d'usage, source : EZMesure

Refus d'accès

Les premières questions devaient permettre d'estimer le taux de refus d'accès aux articles depuis l'arrêt des abonnements aux ressources des éditeurs Springer et IEEE. La question était ainsi formulée : « Combien de refus d'accès aux articles de revues scientifiques de l'éditeur Springer/IEEE estimez-vous avoir rencontré depuis la coupure des accès ? ».

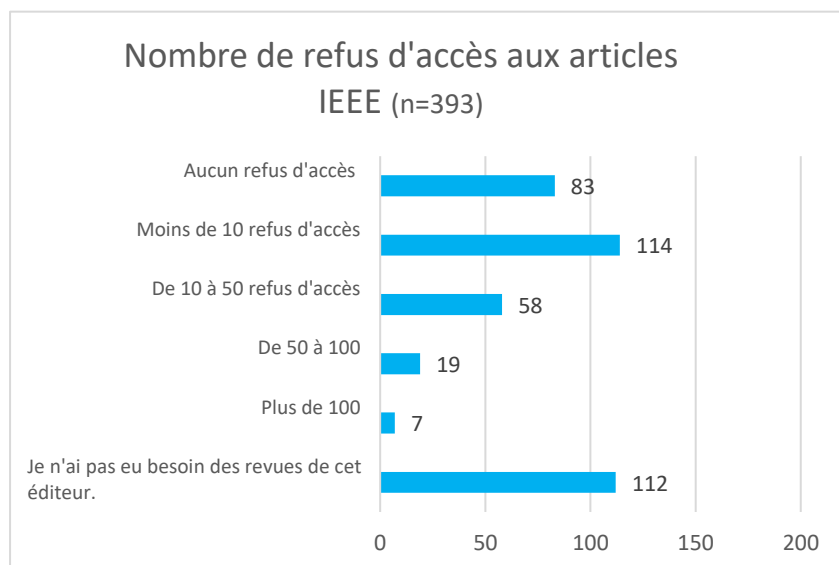
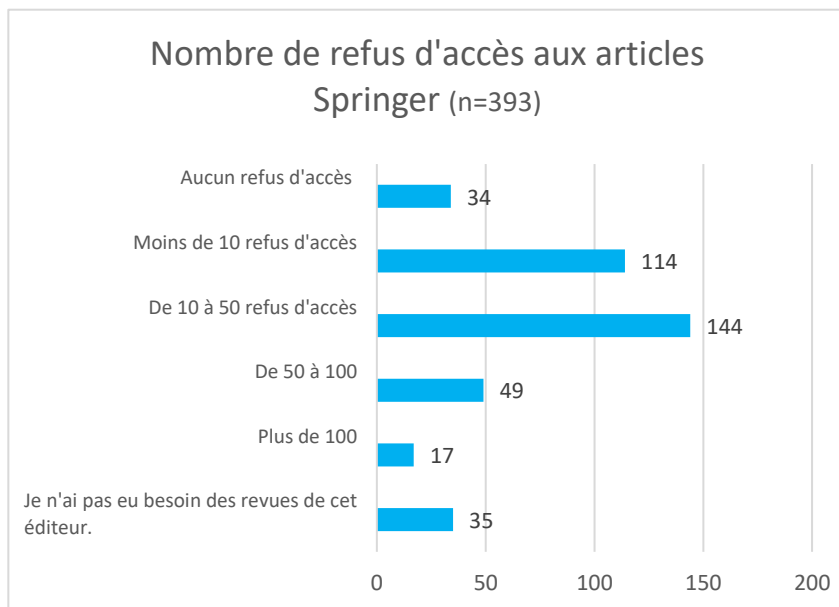
L'analyse des réponses met d'abord en évidence que 9% des répondant-e-s n'ont pas eu besoin de consulter une revue éditée par Springer et qu'ils sont 28% pour IEEE. Cette différence s'explique par la typologie différente de ces deux bouquets : celui de Springer, pluridisciplinaire, comprenant plus de 1000 revues, a un public cible potentiel plus large que le bouquet IEEE qui se compose d'une centaine de revues en automatique, mathématiques, informatique.

On constate ensuite un nombre plus important de refus d'accès aux articles édités par Springer. Ainsi 59% des répondant-e-s ayant eu besoin des articles de cet éditeur ont estimé à plus de 10 le nombre de refus d'accès. Pour IEEE, ils sont 30%. Cet écart résulte vraisemblablement là aussi de la typologie différente de ces deux bouquets mais également du choix d'avoir maintenu un abonnement pour 20 titres IEEE quand aucun n'a été conservé pour Springer.

Le pôle Matériaux-Mécanique (M4) qui était le principal usager des revues Springer¹² est sans surprise celui qui semble avoir subi le plus grand nombre de refus d'accès.

Pour IEEE, ce sont les pôles Sciences de l'ingénieur (EMPP) et Matériaux-Mécanique (M4) qui ont subi le plus de refus d'accès. Les chercheur-se-s du pôle Mathématiques-Informatique-Automatique (AM2I) qui sont pourtant les principaux usagers des revues IEEE, rapportent moins de difficultés d'accès. On peut supposer que les abonnements conservés sont essentiellement des titres consultés par ce pôle.

Nous n'avons pas constaté d'influence du niveau de carrière des répondant-e-s (doctorant-e-s, post-doc/ATER, MCF/CR, PU/DR) sur le nombre de refus d'accès estimé.



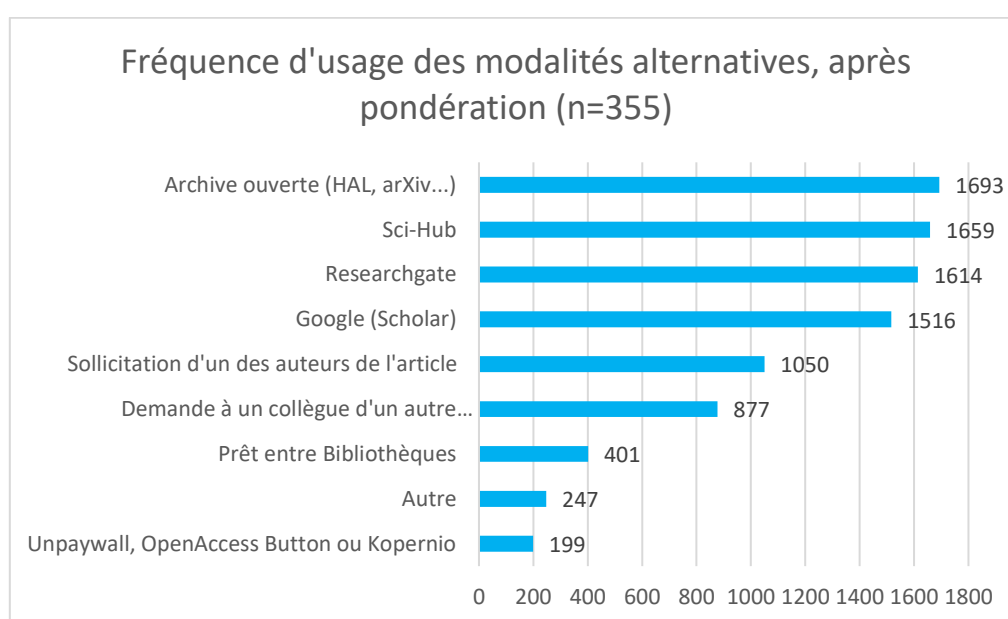
¹² Voir Annexes 3 et 4, Statistiques d'usage, source : EZMesure

Modalités d'accès alternatives

Les deux questions suivantes de l'enquête proposaient aux répondant-e-s d'indiquer quelles étaient les solutions d'accès alternatives mises en œuvre pour consulter les articles qui étaient auparavant inclus dans l'abonnement de l'université de Lorraine.

Une liste de huit solutions d'accès était proposée : chaque répondant-e était invité à indiquer lesquelles avaient été mobilisées et à les classer par ordre de fréquence d'utilisation. Les réponses possibles étaient les suivantes : archive ouverte (HAL, arXiv...) ; demande à un collègue d'un autre établissement ; Google (Scholar) ; prêt entre bibliothèques ; Researchgate ; Sci-Hub ; sollicitation d'un des auteurs de l'article ; « Unpaywall, Open Access Button ou Kopernio ». S'y ajoutait la possibilité d'indiquer une autre solution.

Sur les 393 répondant-e-s à l'enquête, 355 ont répondu à cette question. En appliquant un coefficient de 9 aux réponses de rang 1 (c'est-à-dire, pour un répondant donné, à la solution d'accès alternative la plus fréquemment utilisée) puis un coefficient 8 aux réponses de rang 2, et ainsi de suite jusqu'au rang 9, on obtient les données suivantes.



Trois éléments peuvent être soulignés à la lecture de ce graphique :

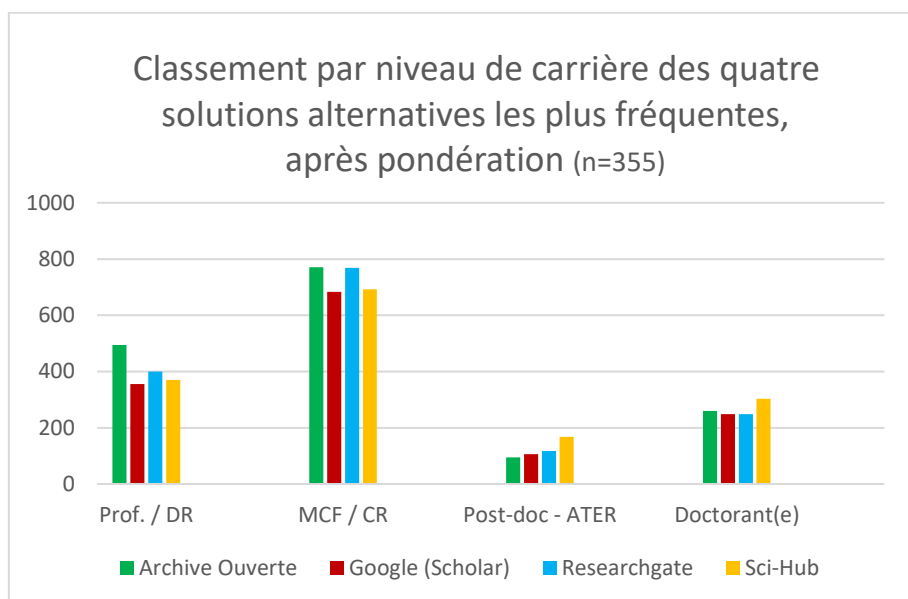
- en premier lieu, la nette prédominance des solutions d'accès en ligne, permettant au chercheur de rester autonome dans la recherche de l'information. Les archives ouvertes et le site Sci-Hub sont les deux outils les plus fréquemment utilisés : 222 répondant-e-s ont recours aux premières et 213 au second. Lorsque l'on regarde le classement en termes de fréquence, Sci-Hub arrive en première position avec 110 répondant-e-s qui l'utilisent de manière préférentielle contre 71 pour les entrepôts d'archives ouvertes.
- corollaire de la première observation, la relative désaffection pour les solutions qui impliquent le recours à un tiers. Parmi celles-ci, la sollicitation d'un des auteurs de l'article est la plus fréquente et a été citée par 156 répondant-e-s, dont 22 en première intention. A contrario, on observe un très faible usage du prêt entre bibliothèques (PEB) mentionné par seulement 74 répondant-e-s dont 9 le placent en première place.
- la forte méconnaissance des outils tels qu'Unpaywall, Open Access Button ou Kopernio facilitant l'accès aux versions en accès ouvert des publications scientifiques depuis le navigateur web. Seuls 49 répondant-e-s sur 355 mentionnent cette solution dont 1 seul comme étant la solution privilégiée.

Lorsque l'on s'intéresse au prisme disciplinaire, les grandes tendances dessinées ci-dessus restent vraies mais l'on observe quelques nuances dans la fréquence d'utilisation.

Ainsi, la solution alternative qui arrive en tête dans la très grande majorité des domaines scientifiques (Agronomie et alimentation, Biologie-Santé, Chimie et Physique Moléculaires, Matériaux-Mécanique, Sciences de l'ingénieur) est Sci-Hub. Deux domaines se distinguent de cette tendance de fond :

- le champ Mathématiques - Informatique - Automatique où la solution alternative préférentielle est le recours aux archives ouvertes, loin devant Sci-Hub. L'existence d'une grande archive ouverte internationale comme arXiv explique certainement une telle réponse.
- les Géosciences où c'est Researchgate qui est, de loin, mentionné comme solution de première intention.

De la même manière, la prise en compte du niveau d'avancement dans la carrière laisse apparaître quelques modifications de rang au sein du quatuor de tête. Le recours à Sci-Hub est, sans grande surprise, plus fréquent chez les doctorant-e-s et les post-doctorant-e-s tandis que l'on trouve le recours aux sites d'archives ouvertes et à Researchgate en tête chez les maître-esse-s de conférences et chargé-e-s de recherche ainsi que chez les professeur-e-s et les directeur-ric-e-s de recherche.



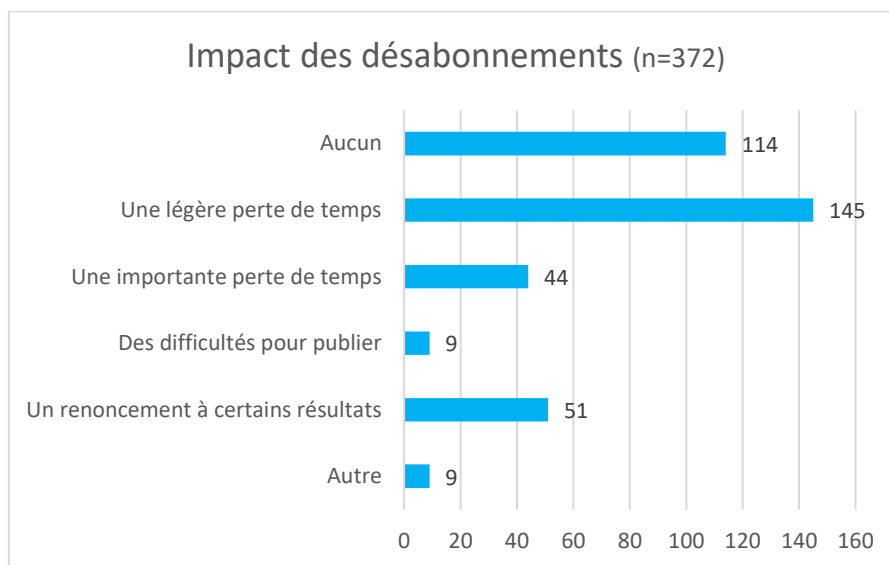
Seuls 38 répondant-e-s sur 393 ont rapporté une autre solution alternative. On peut citer parmi celles-ci les pages web personnelles des auteurs (6), les abonnements d'autres établissements (4), Libgen (2) et Academia (1). Plusieurs indiquent également n'avoir aucune solution alternative et renoncer à accéder aux articles (7).

Impact sur la recherche

La cinquième question avait pour objectif de mesurer l'impact de l'arrêt des abonnements pour les chercheur·se·s. Elle était formulée de cette manière : « Selon vous, quel impact ont eu les désabonnements sur votre travail de recherche » et proposait six réponses : aucun ; une légère perte de temps ; une importante perte de temps ; des difficultés pour publier dans les revues désormais non accessibles ; un renoncement à certains résultats ; autre. Elle permettait d'être complétée par un commentaire libre.

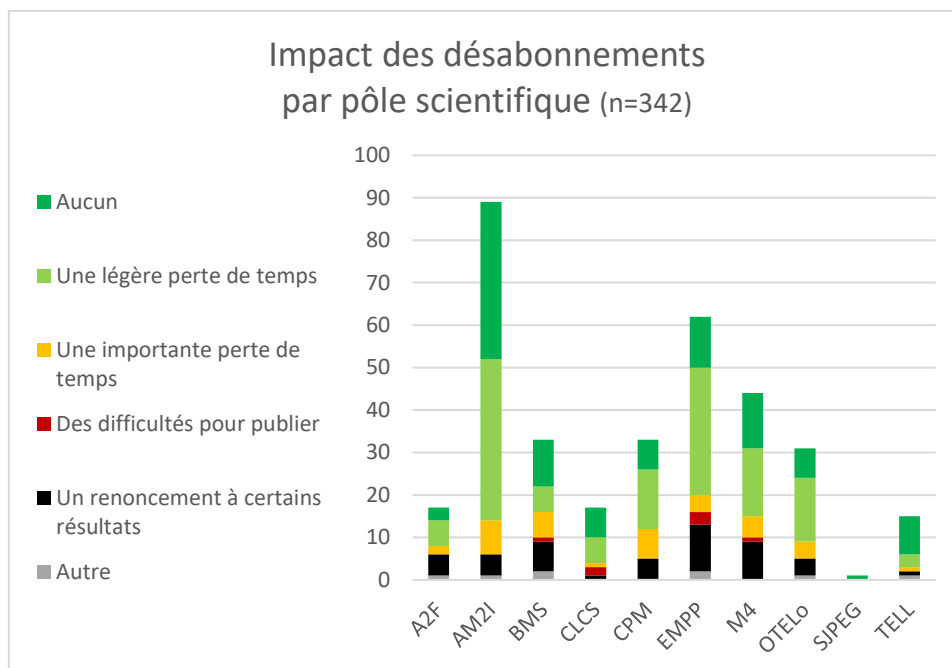
372 réponses sont exploitables pour cette question dont 342 pour les tris par pôle scientifique.

Le premier constat effectué est que sur l'ensemble des répondant·e·s, les conséquences des désabonnements sont faibles. Pour 70 %, il n'y eu aucun impact ou seulement une légère perte de temps.

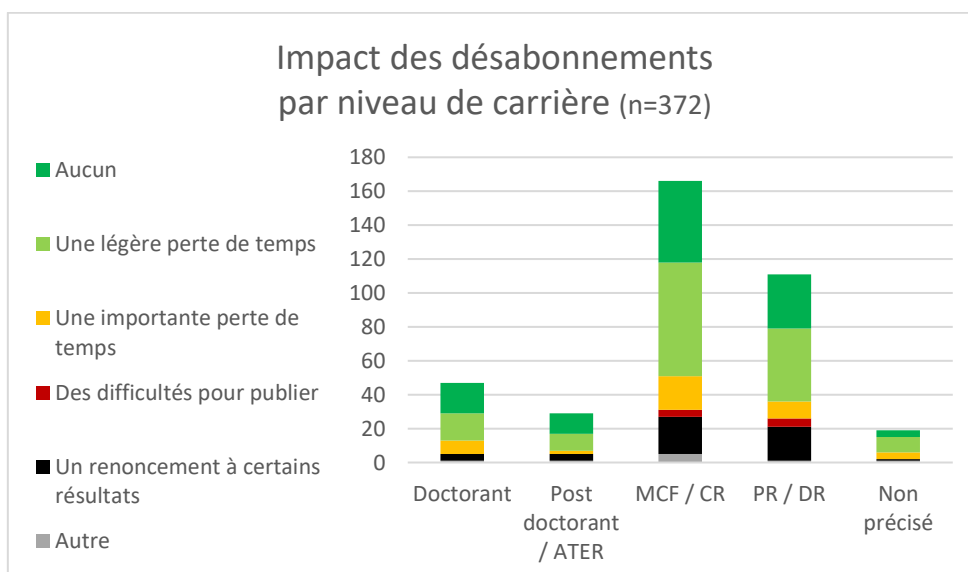


L'analyse par pôle fait ressortir que, bien que fort utilisateur des ressources dont les abonnements ont été arrêtés, le pôle Mathématiques-Informatique-Automatique (AM2I) est moins impacté que d'autres pôles, notamment Agronomie et alimentation (A2F) et Biologie Médecine Santé (BMS). Plusieurs hypothèses peuvent être émises à cet égard :

- le nombre de chercheur·se·s et enseignant·e·s-chercheur·se·s étant moindre dans les pôles A2F, BMS ou Géosciences (OTELo), les revues consultées par ces derniers ne sont pas remontées en tête du classement des revues les plus téléchargées et ils n'ont pas été consultés en amont du désabonnement ;
- les abonnements qui ont été renouvelés chez IEEE sont ceux qui étaient utilisés le plus massivement par le pôle AM2I ;
- les membres de ce pôle sont plus familiers des modalités d'accès alternatives.



L'observation des réponses par niveau de carrière fait ressortir que pour les personnes impactées, une importante perte de temps est la conséquence la plus courante chez les doctorant·e·s tandis que les professeur·e·s ou directeur·rice·s de recherche font plutôt part de leurs difficultés pour publier et d'un renoncement à certains résultats.



L'analyse des 62 commentaires recueillis sur cette question fait ressortir plusieurs éléments. Le questionnaire ne permettant pas de sélectionner plusieurs réponses, certains ont ajouté un 2e item en commentaire (souvent perte de temps + renoncement ou difficultés à publier). Un nombre important de commentaires (18 soit 29%) mentionnent Sci-Hub ou « une solution illégale » comme solution alternative voire nécessaire à leur travail de recherche. La question de l'évaluation apparaît également à plusieurs reprises (3). Les avis semblent globalement partagés, entre constat d'une perte de temps et de la dégradation de l'outil de travail et une remise en cause des systèmes d'édition et d'évaluation actuels.

Sélection de quelques commentaires

- **Sur la dégradation de l'outil de travail :**

« Risque de ne pas être au courant de tous les développements récents. » MCF/CR, Géosciences (OTELo)

« Difficulté à publier car il est nécessaire de lire des articles du journal avant de rédiger un article propre et on perd beaucoup de temps à contacter les auteurs pour récupérer des articles. » PU/DR, Biologie-Santé (BMS)

« On essaye de combler le manque d'abonnements aux revues IEEE par les souscriptions personnelles à certaines sociétés IEEE qui donnent un accès payant et limité à certaines ressources. Malheureusement, on ne peut avoir accès à toutes les ressources et le fait de solliciter les auteurs ou de chercher les articles par tout autre moyen est une énorme perte de temps. Par conséquent, on renonce à certains résultats et on ne peut plus avoir les derniers résultats publiés dans certaines revues et conférences. » MCF/CR, Matériaux-Mécanique (M4)

- **Sur l'utilisation de Sci-Hub comme solution alternative :**

« Perte de temps légère, de toute façon tout ce qui a un DOI est sur Sci-Hub. Il ne faut pas céder aux grandes maisons d'édition. » Doctorant-e, Sciences de l'ingénieur (EMPP)

« Sans Sci-Hub, cela aurait été extrêmement compliqué. Depuis que j'utilise Sci-Hub (2018), c'est presque encore plus simple qu'avant car j'ai accès à presque l'intégralité des articles scientifiques. J'utilise Google comme moteur de recherche, je trouve le DOI et je rentre ça dans Sci-Hub. C'est vraiment simple et efficace ! Mais ce n'est pas légal vraisemblablement ! Tant pis pour eux ! » MCF/CR, Sciences de l'ingénieur (EMPP)

« L'utilisation systématique de Sci-Hub par les personnels de laboratoire et les étudiants compense le désabonnement aux maisons d'édition. Cette alternative est cependant risquée car personne ne sait combien de temps Sci-Hub fonctionnera. » MCF/CR, Agronomie-alimentation, (A2F)

- **Sur la remise en cause du fonctionnement actuel de l'édition scientifique et des modalités d'évaluation :**

« On arrive à la fin d'un système, et j'espère que l'on va trouver un moyen d'accéder à des résultats financés par de l'argent public... (parfois les nôtres !!). » MCF/CR, Agronomie-alimentation (A2F)

« Il faut redéfinir les évaluations de carrière. On ne peut pas exiger, en particulier pour nos jeunes collègues, de publier dans des revues référencées et se désabonner de ces mêmes revues qui ont inventé ce système et en profitent pour faire des profits faramineux. » PU/DR, Sciences de l'ingénieur (EMPP)

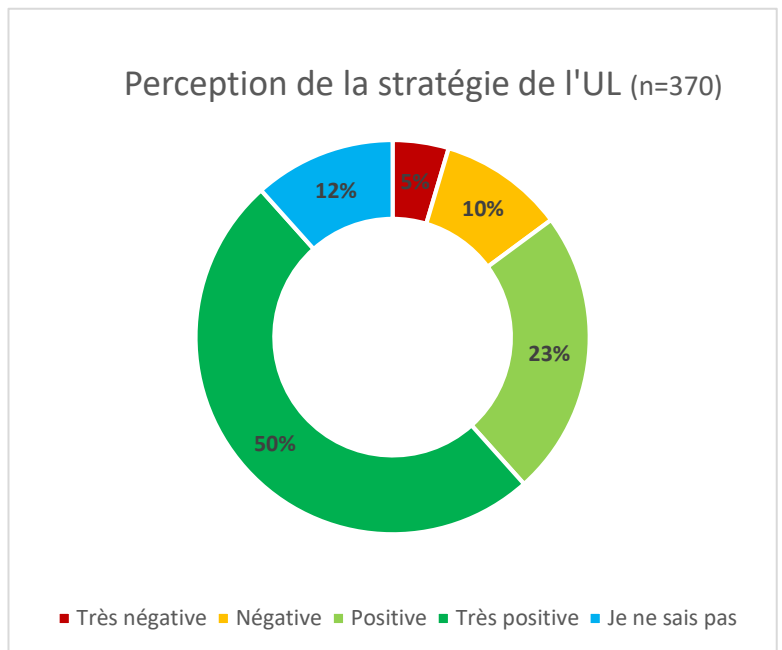
Appréciation de la stratégie de l'Université de Lorraine

Avec la 6^e question de l'enquête, nous abordons des problématiques plus générales, à savoir l'appréciation, par les répondant-e-s, de la stratégie de l'université en matière d'abonnement aux bouquets de revues scientifiques.

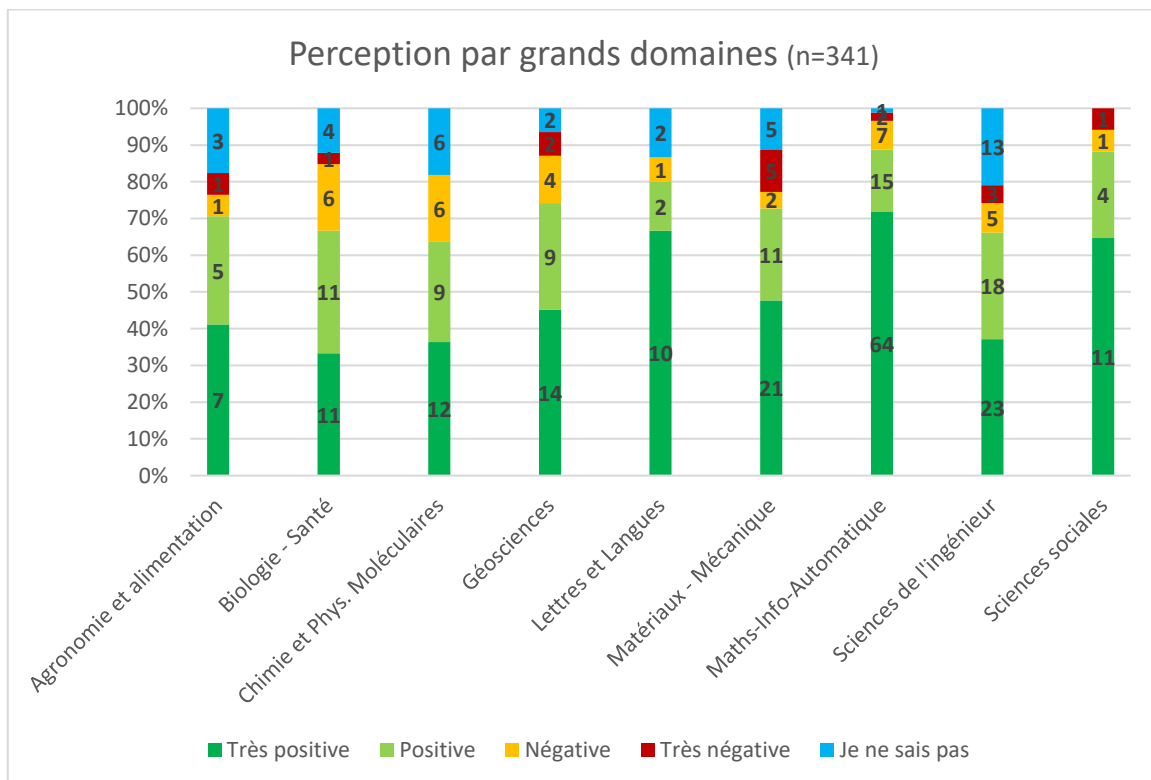
Cette question était formulée de la manière suivante : « Quelle est votre appréciation de l'approche de l'Université de Lorraine consistant à refuser la hausse tarifaire des abonnements et à soutenir des initiatives de publication en accès ouvert répondant à des critères de qualité scientifique, de transparence et de modération tarifaire ? »

Cinq possibilités de réponse étaient offertes : « Je ne sais pas », « Très négative », « Négative », « Positive » et « Très positive ».

L'analyse des 370 réponses montre une forte adhésion des répondant-e-s aux principes qui ont guidé l'action de l'université et qui ont conduit au désabonnement des bouquets de revues Springer et IEEE : 74% en ont une perception positive ou très positive et 15% une perception négative ou très négative.



Lorsque l'on s'intéresse à la répartition des réponses par grands domaines scientifiques (représentés par les pôles scientifiques de l'UL), on note que la perception de la stratégie de l'université reste positive dans l'ensemble des domaines, malgré quelques nuances significatives.

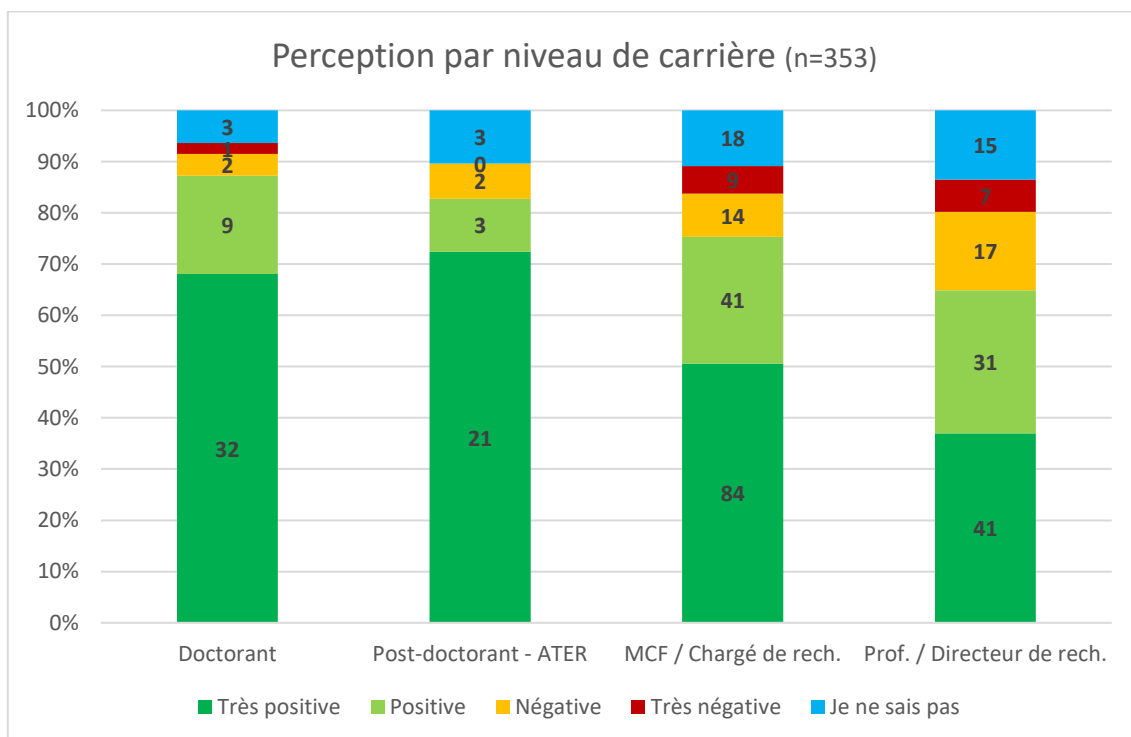


Parmi les éléments significatifs figure le fait que le domaine apportant le plus massivement son soutien à la stratégie de l'UL, les chercheur-se-s affiliés aux laboratoires du pôle AM2I, est celui qui est l'un des plus concerné par les bouquets supprimés comme l'indiquent les données d'usage¹³.

On note en outre que parmi les domaines où l'appréciation positive est moins marquée, on trouve des disciplines qui sont généralement un peu plus en retrait sur les questions d'ouverture de la science. C'est ainsi le cas de la chimie ou des sciences de la vie, ce qui rejoint l'enquête nationale menée par le consortium Couperin en 2019¹⁴.

Il convient enfin de préciser que dans certains domaines, la part des réponses « Je ne sais pas » est importante (21 % en Sciences de l'ingénieur par ex.).

L'analyse des réponses à travers le filtre du niveau d'avancement dans la carrière de chercheur montre, là aussi, à la fois une nette majorité d'appréciations positives et très positives quel que soit le niveau considéré et des variations significatives dans le taux de perception favorable.



On note une érosion certaine du taux de perception positive à mesure que la position dans la carrière avance. Une part de l'explication se trouve dans le taux des répondant-e-s qui ne se prononcent pas (13,5% pour les PU-DR contre 6% pour les doctorant-e-s).

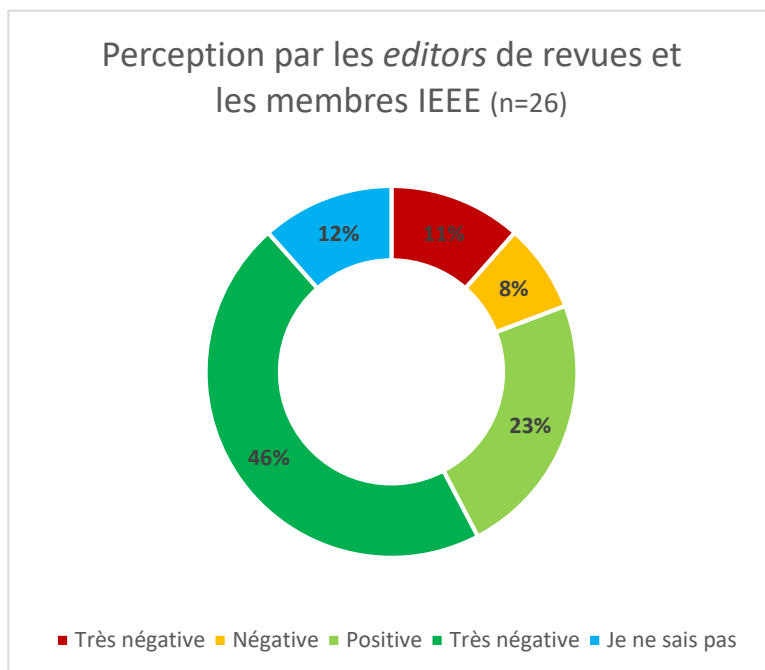
¹³ Voir Annexes 3 et 4, Statistiques d'usage, source : EZMesure

¹⁴ <https://www.couperin.org/site-content/261-a-la-une/1407-resultats-de-l-enquete-sur-les-pratiques-de-publication-et-d-acces-ouvert-des-chercheur-se-s-francais>

Il a semblé intéressant, pour finir, de voir si la perception de la stratégie de l'université était ou non influencée par le niveau d'engagement des répondant-e-s avec les maisons d'édition concernées par les désabonnements de 2018 et 2019.

26 des répondant-e-s ont indiqué être soit éditeur scientifique d'une revue publiée par Springer ou IEEE (13 répondant-e-s), soit membre de la société savante IEEE (15 répondant-e-s)¹⁵.

L'analyse de leurs réponses montre une baisse de 4 points de l'appréciation « très positive » qui se retrouve dans le renforcement de la perception « très négative » qui est ici de 11% (3 répondant-e-s) contre 5% pour l'ensemble.



Commentaires libres concernant la stratégie de l'UL

Sur les 370 répondant-e-s, 191 ont laissé un commentaire permettant de préciser leur pensée. 99 de ces commentaires appuient la stratégie mise en œuvre par l'université, 23 s'y opposent, et 69 ont une tonalité nuancée, appréciant la politique de l'UL mais exprimant également critiques et inquiétudes. On peut noter quelques commentaires plus généraux comme celui-ci qui insiste sur l'importance de la communication et de la pédagogie :

« Cette démarche gagnerait à être expliquée davantage, et notamment sous la forme d'une feuille de route à moyen terme. Comme il y a un changement assez radical dans la pratique, il faudra frapper plusieurs fois et bruyamment sur le clou : beaucoup de collègues ne réalisent pas les enjeux et les conséquences. » PU/DR, Lettres et Langues (TELL)

Les autres commentaires portent sur une dizaine de thématiques différentes.

- **Une critique du modèle économique des maisons d'édition scientifique commerciales**

Très présente chez les répondant-e-s favorables à la stratégie de l'UL mais également chez ceux ayant un avis mitigé, cette critique porte principalement sur les prix pratiqués par les maisons d'édition qui sont jugés beaucoup trop élevés. Cette critique tarifaire porte non seulement sur le montant des abonnements mais aussi sur les frais de publication pour que les articles soient accessibles en accès ouvert dans les revues ayant recours à la facturation d'APC (*article processing charges*).

Le champ lexical que l'on retrouve dans ces commentaires est révélateur du regard sévère porté par les répondant-e-s sur le monde de l'édition scientifique commerciale : monopole / oligopole (5 occurrences), racket (4), mafia (3), diktat (2), chantage (2), arnaque (2), exploitation (1), détournement d'argent public (1), spéculation (1), manipulation, corruption (1), business honteux (1).

« Je trouve la politique tarifaire de certains éditeurs scientifiques scandaleuse. Elle s'apparente à du racket et a également des incidences négatives sur des maisons d'édition sérieuses qui pratiquent une politique tarifaire raisonnable. Toute réponse allant dans le sens de la fermeté envers des maisons telles que Springer ou Elsevier est pour moi positive. Je soutiens l'UL dans sa politique de

¹⁵ Deux répondant-e-s sont à la fois membres IEEE et éditeur scientifique d'une revue.

désabonnement. *Je n'ai aucun scrupule à utiliser Sci-Hub dans ces conditions.* » PU/DR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

« Il est indispensable de réagir contre le monopole et la manipulation exercés par les grandes maisons d'édition qui profitent du monde de la recherche pour leurs propres intérêts financiers. Il est surtout nécessaire de rendre la production scientifique universelle, accessible et gratuite pour tous. Le refus de l'Université de Lorraine de renouveler ces abonnements est une démarche forte vers un changement de système de publication. » Doctorant-e, Géosciences (OTELo)

« Une négociation doit se jouer à deux... Si une université accepte ce qu'on lui propose, quoi qu'il advienne, elle se retrouve otage de l'éditeur en position dominante ! L'UL a donc raison de savoir utiliser tous les leviers pour ne pas être soumise à un prix injuste, y compris le refus pur et simple. En l'occurrence, les pratiques commerciales des éditeurs évoquées ayant clairement été abusives, c'était bien le rôle de l'UL de dire qu'elle n'accepte pas de dépenser l'argent public pour des services très largement surfacturés. » MCF/CR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

Une dizaine de commentaires liés à cette thématique soulignent également que le travail des auteurs et des reviewers / referees est totalement bénévole, ce qui renforce le caractère indu des pratiques tarifaires observées.

« Refuser la hausse tarifaire des abonnements et être ferme vis à vis des éditeurs est une bonne chose. Leurs revues sont lues grâce au travail des chercheur·se·s et des universitaires, il n'est donc pas normal que l'accès aux productions scientifiques coûte si cher pour les structures qui contribuent à l'enrichissement des revues. (...) » Doctorant-e, Biologie – Santé (BMS)

« Bravo à mon université ! Cessons d'enrichir ces éditeurs peu scrupuleux qui, en outre, ne servent à rien : la rédaction, l'évaluation, et généralement même la mise en page sont faites par les chercheurs et chercheuses. » PU/DR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

Le dernier élément que l'on retrouve dans quelques commentaires est le transfert de valeur jugé anormal entre la recherche publique et des structures privées.

« Il est nécessaire qu'au-delà des individus (bibliothécaires, enseignant·e·s-chercheur·se·s, chercheur·se·s, (...)) les institutions affichent également leur désaccord face aux pratiques éditoriales visant à transposer l'activité de publication de la recherche publique en un exercice lucratif à bénéfice privé. » MCF/CR, Agronomie-alimentation (A2F)

• **Le souhait d'une refonte en profondeur du système de la publication scientifique**

Certain·e·s répondant·e·s perçoivent que, derrière la question du prix, c'est l'ensemble du système actuel de publication scientifique qui pose problème.

« Il est temps que la communauté universitaire reprenne en main ses outils de diffusion scientifiques. Je soutiens toute action en ce sens. » MCF/CR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

« Il est grand temps que la recherche se libère de ses chaînes. A une époque où la crise de confiance du grand public envers les institutions semble ne faire qu'augmenter, il est de la plus grande importance que les travaux de la recherche scientifique soient accessibles au plus grand nombre. Et en particulier aux chercheur·se·s ! » Post-doctorant-e, Chimie et Physique Moléculaires (CPM)

Ce réinvestissement du champ de l'édition scientifique par les communautés de recherche peut impliquer la création de nouvelles plateformes et revues ou bien un travail de repérage des revues ayant des pratiques exemplaires :

« Je suis physicien et dans ma thématique nous utilisons beaucoup 'SciPost' qui est une nouvelle revue entièrement en accès libre. L'UL soutient financièrement 'SciPost' et j'en suis très heureux. » MCF/CR, Chimie et Physique Moléculaires (CPM)

« (...) Il serait plus intelligent de financer des éditeurs institutionnels qui pourraient éditer un certain nombre de revues pour un prix raisonnable. » MCF/CR, Matériaux – Mécanique (M4)

« Il y a assez de revues dont les éditeurs proposent des tarifs de publication raisonnables. Aux auteurs d'article de faire les bons choix pour publier. » MCF/CR, Lettres et Langues (TELL)

Trois commentaires soulignent enfin l'importance de revoir la manière dont les publications scientifiques sont prises en compte dans l'évaluation de la recherche, y compris au niveau local.

« (...) La manière de publier et l'évaluation du travail des chercheur·se·s doivent évoluer pour donner plus de temps à la recherche et aux projets et une meilleure visibilité (moins de publications mais plus pertinentes). » Post-doctorant·e, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

« J'avoue ne pas être au courant des initiatives (concrètes) de l'UL en faveur des publications en accès ouvert. Est-ce que l'UL défend leur reconnaissance dans les bilans d'évaluations des laboratoires par les instances, y compris en interne pour les dossiers d'avancement etc. ? (...) » PU/DR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

« (...) La seule solution à long terme et pérenne est double : limiter le nombre de publications par chercheur (adieu H-index et taux de publi) et ne pas laisser l'édition au "privé" : les revues doivent être portées par des institutions internationales publiques. » MCF/CR, Géosciences (OTELo)

- **Un encouragement à étendre la dynamique de désabonnement**

Quelques répondant·e·s appellent de leurs vœux une extension de cette stratégie de désabonnement à d'autres maisons d'éditions et à d'autres établissements de recherche dans une approche concertée au niveau national.

« Je soutiens toute démarche visant à revoir la position des maisons d'édition. Je soutiens ouvertement la libre circulation du savoir scientifique ainsi que sa libre diffusion. » Doctorant·e, Agronomie-alimentation (A2F)

- **Des questionnements sur l'impact réel des désabonnements et sur la réutilisation des sommes économisées**

Certain·e·s répondant·e·s émettent des doutes sur l'impact réel de la décision de l'université qui, si elle n'est pas plus largement concertée, risque d'avoir peu d'influence sur la position des maisons d'édition. Par ailleurs, est également mentionnée à quelques reprises la crainte que cette décision ne cache une diminution budgétaire.

« Si je suis d'accord avec le fait que les éditeurs de revue font un racket, la position de l'université m'apparaît plus comme une opportunité de faire baisser ses dépenses sans concertation locale ainsi que sans vision nationale qui pourraient avoir un vrai impact. » PU/DR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

Sur l'utilisation des crédits économisés, les pistes suggérées sont variées : rémunération du travail de reviewer / referee, aide au paiement d'APC, financement de postes de post-doctorant·e·s ou bien encore engagement dans des accords transformants avec les maisons d'édition.

- **Le constat d'une injonction contradictoire entre l'impératif d'ouverture des publications et celui de l'excellence scientifique**

Un commentaire particulièrement argumenté souligne la position inconfortable dans laquelle se trouvent les chercheur·se·s qui sont soumis à des injonctions contradictoires en provenance de l'université. La tension se situe entre l'impératif d'ouverture des publications et l'exigence d'excellence scientifique. D'un côté, la plupart des revues considérées - à tort ou à raison - comme excellentes sont détenues par des maisons d'édition aux pratiques commerciales contestées (comme Springer et IEEE en l'occurrence) qu'il convient de ne pas alimenter. D'un autre côté, publier dans une revue en accès libre prestigieuse implique très souvent le paiement d'APC et expose au risque des revues prédatrices qui cherchent à « faire du chiffre ».

Naviguer dans ce contexte n'est pas chose aisée et la remarque finale du commentaire, si elle peut faire penser à une boutade, pourrait représenter une piste de solution. Elle a déjà été initiée dans certaines disciplines (mathématiques en particulier).

« J'approuve le principe, indiscutablement, mais attention aux conséquences. On enlève Springer et IEEE, donc en toute logique on évite d'y publier nos travaux. Doit-on aussi éviter les conférences sponsorisées par IEEE ? Par précaution on enlève également certains éditeurs en accès libre au comportement suspect. Certaines revues de MDPI par exemple, sont qualifiées de prédatrices, mais pas toutes : difficile de faire le tri. Alors on publie où ? Elsevier ? Ah ben non, pas Elsevier non plus... Il va falloir nous fournir une liste complète, discipline par discipline, des revues ou des éditeurs répondant aux critères de coût et de

qualité, et ne plus se reposer sur des bibliométries désormais inadaptées. On ne peut pas d'un côté déconseiller ces revues et d'un autre évaluer les EC uniquement sur leurs publications dans des revues impactées qui appartiennent pour l'essentiel aux éditeurs précédents (pour certaines thématiques de recherche, en tout cas). » MCF/CR, Maths – Informatique – Automatique (AM2I)

- **Une remise en question du modèle des revues en accès ouvert avec frais de publication**

Plusieurs commentaires mettent en avant le caractère problématique des revues en accès ouvert demandant le paiement d'APC.

On perçoit toutefois que, pour beaucoup, qui dit revue en accès ouvert dit paiement d'APC. Or c'est très loin d'être le cas : de nombreuses revues scientifiques en accès ouvert sont à la fois gratuites pour les lecteurs et pour les auteurs (modèle dit « diamant »).

« (...) La bascule des revues vers le tout open access nous entraîne vers un modèle pire que l'actuel, où c'est l'auteur qui paie l'éditeur, plutôt que les lecteurs. Pour la recherche scientifique cela constitue un conflit d'intérêt flagrant. L'indépendance financière devrait être assurée en priorité si l'on veut garder une démarche de qualité et de crédibilité ! » MCF/CR, Biologie – Santé (BMS)

« (...) Je comprends l'importance de lutter contre ces hausses tarifaires mais la soumission en open access engendre des coûts que je ne peux pas financer. » MCF/CR, Agronomie-alimentation (A2F)

« Je suis totalement pour l'approche énoncée ci-dessus, et je fais en sorte de publier le plus possible en open access. Ceci-dit, publier en open access entraîne des frais importants. Il me paraîtrait normal que l'université reboucle les frais d'abonnements économisés sur un budget dédié à financer la publication de ses chercheur·se·s en open access. » MCF/CR, Géosciences (OTELo)

- **Une critique du désabonnement qui pénalise le travail des chercheur·se·s**

Les commentaires négatifs faisaient, pour la plupart, mention des difficultés induites par les désabonnements aux bouquets de revues Springer et IEEE et notamment la perte de temps engendrée.

« Ce sont des éditeurs très importants dans mon domaine de recherche et j'ai perdu beaucoup de temps pour récupérer les publications. On méprise les droits d'auteur en récupérant les documents auprès de collègues travaillant dans d'autres établissements. (...) » Doctorant·e, Sciences de l'Ingénieur (EMPP)

« (...) je fais partie du board d'une conférence labellisée IEEE... Seulement avec ce choix, au sein de l'UL et de mon labo... nous ne pouvons plus accéder aux papiers que nous avons produits et pour lesquels nous avons payé (frais de conférence), c'est une situation assez cocasse... » MCF/CR, Sciences de l'Ingénieur (EMPP)

- **Une critique du désabonnement qui encourage à recourir à des solutions d'accès illégales**

On trouve dans un commentaire une critique du choix de l'université qui inciterait, par ce biais, ses membres à consulter les ressources désabonnées sur des sites pirates et illégaux.

« Tout le monde comprend les problèmes budgétaires, mais c'est choquant que les enseignant·e·s-chercheur·se·s n'aient plus leur outil de travail "légal" à disposition... cela entraîne clairement la fraude. » PU/DR, Biologie-Santé

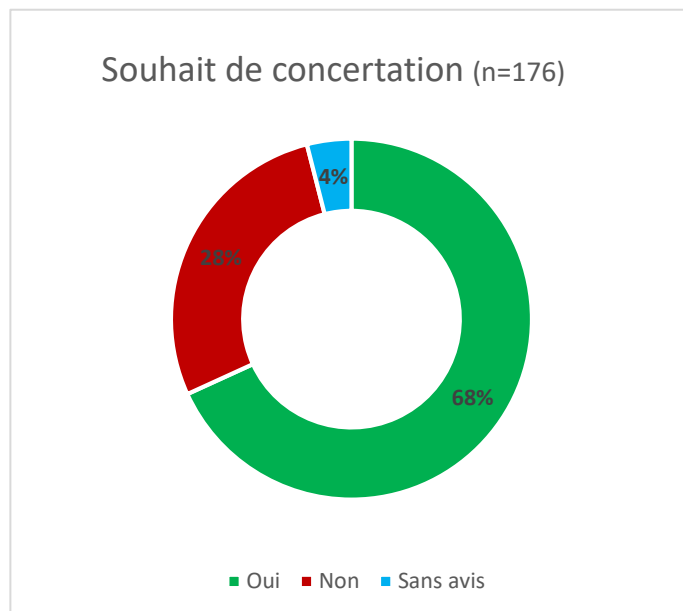
Souhaits et modalités de concertation avec la communauté académique

Le questionnaire s'achevait en invitant les répondant-e-s à se projeter dans l'avenir et à sonder leur souhait de concertation : « En cas de projet de nouveau désabonnement, souhaitez-vous être davantage impliqué dans la démarche et, si oui, quelles suggestions souhaitez-vous faire pour améliorer votre participation au débat (discussion au sein du laboratoire, du pôle scientifique, etc.) ».

On peut d'emblée relever qu'un nombre très important de personnes ayant renseigné le questionnaire n'ont pas souhaité répondre à cette ultime question. Les réponses exploitables sont en effet au nombre de 176 contre plus du double aux questions précédentes.

Plus des deux tiers des répondant-e-s (68%) ont répondu positivement à cette question et ont manifesté le souhait d'une implication dans la démarche pouvant aboutir au désabonnement d'un bouquet de revues scientifiques.

On observe que cette attente de concertation est variable selon les disciplines, allant de 45% en matériaux et mécanique (10 personnes) à 100% des répondant-e-s en Lettres et Langues (11 personnes). Il est intéressant de noter que le domaine principalement concerné par les revues de Springer et IEEE (Mathématiques, Informatique, Automatique) répond positivement à seulement 64%.



On ne décèle pas d'impact significatif du niveau de carrière sur la manière de répondre à cette question. La seule variation s'observe sur les professeur-e-s et directeur-ric-e-s de recherche qui sont 71% à souhaiter être associés contre 65% pour les trois autres catégories.

Modalités de concertation proposées

151 répondant-e-s ont laissé un commentaire, plus ou moins développé, au sujet des modalités de concertation souhaitées. Il en ressort que ces modalités de consultation sont doubles : d'une part des sondages et enquêtes (19 commentaires) et d'autre part des échanges et discussions (64 commentaires). Deux commentaires insistent sur l'importance de prévoir ces consultations suffisamment en amont de toute prise de décision.

Quant aux instances qui seraient les plus à même de favoriser ces discussions, si certains disent souhaiter une large concertation avec la communauté académique, sans plus de précisions (9 commentaires), la plupart mentionnent soit le laboratoire (23 commentaires), soit le pôle scientifique (20 commentaires), soit ces deux instances conjointement (12 commentaires). On peut noter que seuls 2 commentaires font mention du Conseil scientifique de l'université, signe sans doute du souhait d'un échange au plus près du terrain.

Plusieurs des répondant-e-s alertent sur les difficultés potentielles d'un tel exercice de concertation préalable à un éventuel désabonnement :

- 6 commentaires s'interrogent sur le niveau de granularité pertinent de la discussion : cette dernière doit-elle porter sur le bouquet de revues dans son ensemble ou bien amener à construire une liste de revues « cœur » dont il conviendrait de maintenir l'abonnement ?
- 4 commentaires pointent la difficulté d'arriver à une position de consensus pour des ressources pluridisciplinaires où les intérêts entre unités de recherche risquent d'être divergents.
- 2 commentaires craignent que ces concertations ne soient en réalité que des espaces de validation de choix déjà opérés au préalable par l'établissement.

- 2 commentaires signalent enfin que ce type de concertation gagnerait à être également mené à l'échelon national.

Concernant les répondant-e-s ne souhaitant pas être consultés, certains ont souhaité en préciser les raisons :

- Pour 4 répondant-e-s, le dispositif actuel de prise de décision par la présidence de l'université sur la base d'une instruction par les bibliothèques convient bien.
- 2 commentaires soulignent le manque de temps à consacrer à un tel sujet.
- 5 commentaires enfin font état de réflexions plutôt désabusées quant à la réalité des possibilités de concertation entre les services centraux de l'université et les chercheur-se-s.

Sélection de quelques commentaires significatifs

- **De l'importance d'une concertation préalable**

« Il est juste important que nous, scientifiques publiants, soyons informés à l'avance, pour adapter notre politique de publication. Je ne tiens pas à publier des articles dans des revues qui ne sont plus accessibles à mes collègues, et le processus d'édition prend presque un an... » PU/DR, Sciences de l'Ingénieur (EMPP)

- **Désabonner : une petite partie d'un problème plus vaste**

« Je pense qu'une consultation au niveau des pôles au sujet de la politique de désabonnement serait la bonne échelle. Néanmoins, cette politique de désabonnement n'a de sens que si elle s'accompagne d'une réforme des modes d'évaluation des personnels de recherche. » MCF/CR, Chimie et Physique Moléculaires (CPM)

« (...) Autrement dit : il faut recréer, dès le départ, un système de journaux scientifiques hors de la portée des arnaqueurs des grandes maisons (Springer, Elsevier, ...) » PU/DR, Chimie et Physique Moléculaires (CPM)

- **Les défis de la concertation**

« On pourrait effectivement discuter au sein du laboratoire ou du pôle, mais on constate souvent un 'éclatement' des besoins en raison des thématiques très spécifiques des uns et des autres. » MCF/CR, Agronomie-alimentation (A2F)

« (...) Car peu importe à quel niveau la discussion sera proposée, certains auront plus besoin de consulter certains groupes que d'autres. Chacun défendra son bifteck (...) » Post-doctorant-e, Chimie et Physique Moléculaires (CPM)

« (...) Je pense qu'il faut évaluer l'importance des revues en question pour chaque laboratoire avant de se désabonner : une thèse de science très spécialisée peut être vraiment entravée quand l'accès à la revue dédiée est impossible. (...) » Doctorant-e, Biologie – Santé (BMS)

- **Des réticences et oppositions à de nouveaux désabonnements**

« J'espère qu'il n'y en aura aucun ! A terme cela conduira les éditeurs à refuser nos articles et à devoir payer sur nos crédits de recherche l'open access dans de bons journaux. » PU/DR, Sciences de l'Ingénieur (EMPP)

« (...) L'idée de continuer une politique de désabonnement sans politique sur l'édition scientifique n'a aucun sens, à part financier. La seule conséquence sera l'affaiblissement du travail de recherche au sein de l'UL. » MCF/CR, Matériaux-mécanique (M4)

« Si le désabonnement continue, nous ne pourrons plus publier tout simplement. » MCF/CR, Agronomie-alimentation (A2F)

- **Les raisons pour ne pas souhaiter être consultés**

« J'ai déjà toute confiance en le travail de nos bibliothécaires (et des enseignant·e·s -chercheur·se·s collaborant avec celle-ci), et je suis déjà satisfait de la façon dont nous sommes informés, consultés et impliqués dans ces questions. » MCF/CR, Maths – Informatique – Automatique (AM21)

« Un peu désabusé par l'approche de la recherche académique. Il n'y a pas de participation au débat à ma connaissance. » PU/DR, Chimie et Physique Moléculaires (CPM)

Conclusion

Mener cette enquête sur les effets des désabonnements aux bouquets des éditeurs Springer et IEEE au sein de l'université s'est avéré très instructif à plusieurs titres.

D'abord, le nombre conséquent de réponses (plus de 500, un échantillon de près de 10% du nombre total de chercheur·se·s et enseignant·e·s chercheur·se·s) a mis en évidence que la communauté scientifique souhaitait s'exprimer sur ces sujets (le choix des abonnements, la politique science ouverte de l'établissement).

Elle montre aussi que bien que ces désabonnements aient des conséquences concrètes sur l'activité de recherche au travers des refus d'accès, l'impact est faible pour une majorité de répondant·e·s, 70% estimant n'avoir subi aucun impact ou seulement une légère perte de temps.

L'existence et l'usage confirmé de solutions alternatives, légales (archives ouvertes notamment) et illégales (Sci-Hub), est à mettre en regard de ce constat.

Cet aspect ne doit toutefois pas éluder d'autres éléments mis en évidence par cette enquête :

- une certaine inquiétude à l'égard de ces désabonnements qui impliquent une dégradation des conditions de travail,
- une méconnaissance de l'*open access* qui est souvent perçu comme systématiquement lié au paiement d'APC,
- une critique du système actuel d'édition scientifique mais aussi une impuissance liée à la question de l'évaluation et des injonctions parfois contradictoires des tutelles.

Malgré ces réserves, une large part des répondant·e·s (73%) soutient la démarche de l'établissement en matière d'abonnements et de science ouverte.

L'enquête nous a également permis de dégager des pistes en cas de nouveau désabonnement et pour poursuivre notre engagement en faveur de l'ouverture de la science :

- consulter l'ensemble des pôles scientifiques et unités de recherche concernés,
- mener des enquêtes suffisamment en amont,
- communiquer, sensibiliser et former aux enjeux et outils de la science ouverte.

Annexe 1 – Formulaire de l'enquête

Ces deux dernières années, l'Université de Lorraine a pris la décision de ne pas renouveler deux abonnements à des bouquets de revues scientifiques en raison de la hausse tarifaire considérable observée depuis de nombreuses années, comme cela avait été indiqué dans le communiqué diffusé au printemps 2018. Il s'agit des revues de la maison d'édition commerciale Springer (désabonnement en 2018) et des revues de la société savante IEEE (désabonnement en 2019 avec, dans ce dernier cas, un abonnement à quelques revues ayant pu être maintenu). Plusieurs autres universités françaises (Aix-Marseille, Sorbonne, Strasbourg...) ainsi que le CNRS ont été amenés à faire un choix similaire et cette approche se rencontre dans plusieurs autres pays (Suède, Etats-Unis, Allemagne...). A travers cette enquête nous souhaitons savoir dans quelle mesure ces décisions ont eu un impact sur votre travail de recherche et quel est le regard que vous portez sur cette politique de fermeté à l'égard des maisons d'édition. Les réponses au questionnaire seront traitées de manière strictement anonyme. Merci pour votre contribution. Il y a 12 questions dans ce questionnaire.

Mesure de refus d'accès aux articles de revues scientifiques

1. Combien de refus d'accès aux articles de revues scientifiques de l'éditeur Springer estimez-vous avoir rencontré depuis la coupure des accès (septembre 2018) ? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- 0
- moins de 10
- de 10 à 50
- de 50 à 100
- plus de 100
- Je n'ai pas eu besoin des revues de cet éditeur.

2. Combien de refus d'accès aux articles de revues scientifiques de l'éditeur IEEE estimez-vous avoir rencontré depuis la coupure des accès (février 2019) ?*

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- 0
- moins de 10
- de 10 à 50
- de 50 à 100
- plus de 100
- Je n'ai pas eu besoin des revues de cet éditeur.

Modalités d'accès alternatives

3. Quels moyens d'accès alternatifs avez-vous utilisé pour consulter les articles publiés par Springer et IEEE ?*

Merci de classer par ordre d'utilisation de la plus fréquente à la moins fréquente les modalités d'accès alternatives suivantes :

- Demande à un collègue d'un autre établissement
- Sollicitation d'un des auteurs de l'article
- Researchgate
- Prêt entre Bibliothèques
- Sci-Hub
- Archive ouverte (HAL, arXiv...)

- Google (Scholar)
- Unpaywall, OpenAccess Button ou Kopernio
- Autre

4. Si vous avez utilisé une autre modalité d'accès, veuillez préciser laquelle :

Impact des désabonnements sur la recherche

5. Selon vous, quel impact ont eu les désabonnements sur votre travail de recherche ?*

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- aucun
- une légère perte de temps
- une importante perte de temps
- un renoncement à certains résultats
- des difficultés pour publier dans les revues désormais non accessibles
- autre (précisez)

Faites le commentaire de votre choix ici :...

Perception de la démarche UL

6. Quelle est votre appréciation de l'approche de l'Université de Lorraine consistant à refuser la hausse tarifaire des abonnements et à soutenir des initiatives de publication en accès ouvert répondant à des critères de qualité scientifique, de transparence et de modération tarifaire ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- très négative
- négative
- positive
- très positive
- je ne sais pas

7. Pouvez-vous préciser votre perception de la démarche mise en œuvre par l'université ?

Veuillez écrire votre réponse ici : ...

Nouveau désabonnement

8. En cas de projet de nouveau désabonnement, souhaitez-vous être davantage impliqué(e) dans la démarche et, si oui, quelles suggestions souhaitez-vous faire pour améliorer votre participation au débat (discussion au sein du laboratoire, du pôle scientifique, etc.) ?

Veuillez écrire votre réponse ici : ...

Profil du répondant

9. Quelle est votre discipline de rattachement (section CNU) ?*

Veuillez écrire votre réponse ici : ...

10. Niveau de carrière :*

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Doctorant-e
- Post doctorant-e / ATER
- MCF / CR
- PU / DR

11. Laboratoire :*

Veillez écrire votre réponse ici : ...

12. Quel est votre engagement avec Springer et/ou IEEE ?*

Veillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

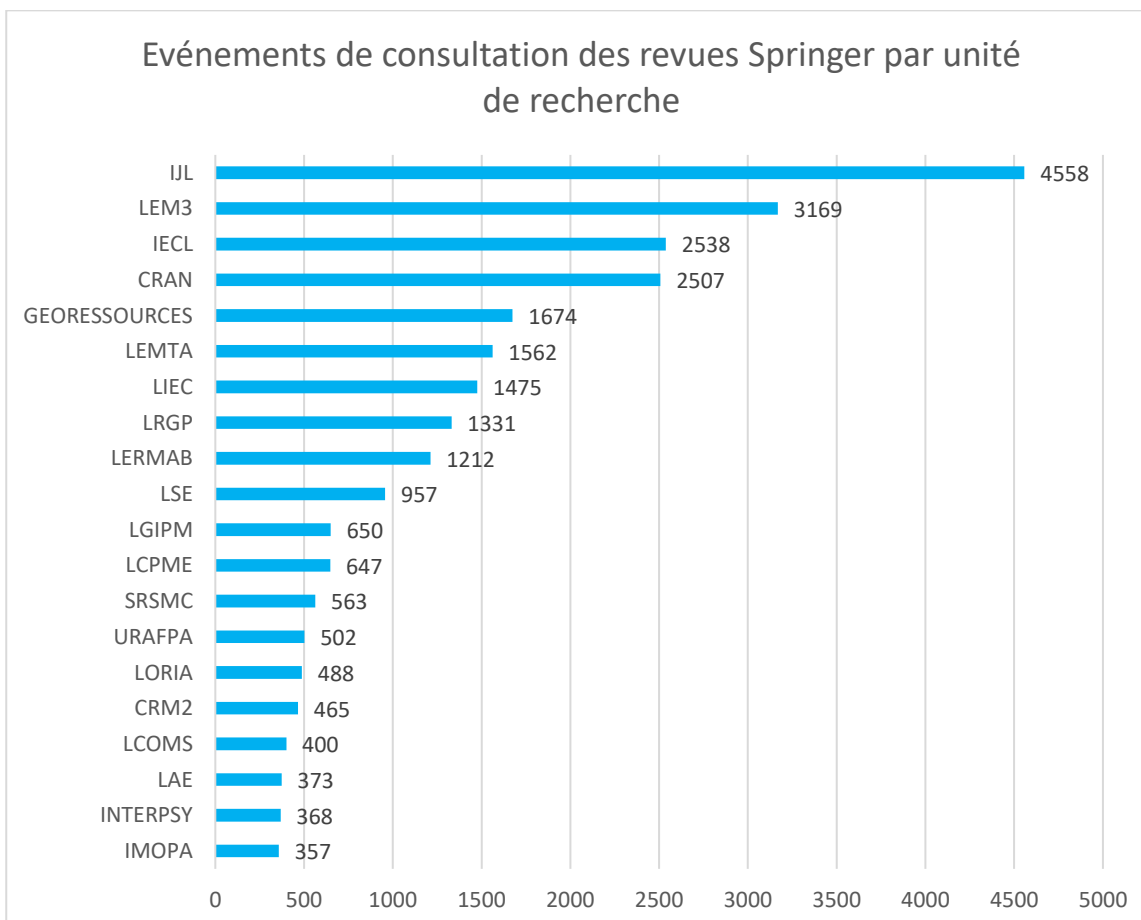
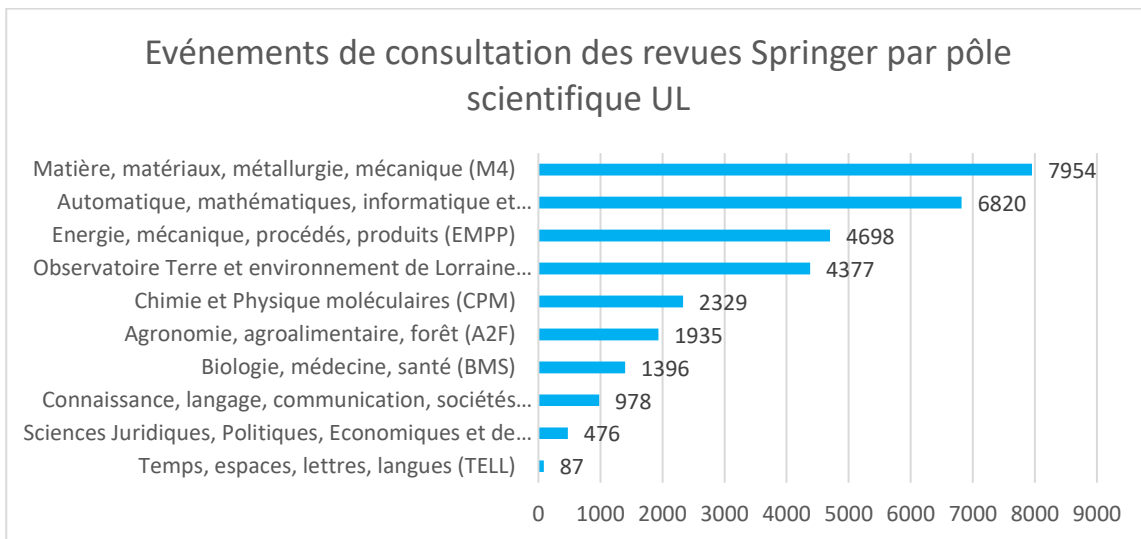
- Editor
- Reviewer
- Auteur
- Membre de IEEE
- Aucun
- Je ne souhaite pas répondre

Annexe 2 - Répartition des répondant.e.s par pôle et par unité de recherche

Pôle scientifique UL	Unités de recherche	Nombre de réponses
A2F	LAE	6
A2F	URAFPA	4
A2F	IAM	3
A2F	LIBio	3
AM2I	IECL	37
AM2I	LORIA	36
AM2I	LCOMS	9
AM2I	CRAN	3
AM2I	LGIPM	3
AM2I	Inria Nancy - Grand Est	1
BMS	IMoPA	10
BMS	APEMAC	6
BMS	DevAH	5
BMS	IADI	4
BMS	CITHEFOR	3
BMS	NGERE	2
BMS	DCAC	1
BMS	SImPa	1
BMS	IBSLor	1
CLCS	CREM	9
CLCS	2LPN	6
CLCS	INTERPSY	2
CPM	LPCT	11
CPM	LCPME	8
CPM	L2CM	6
CPM	CRM2	4
CPM	LCP-A2MC	3
CPM	IJB	1
EMPP	LRGP	27
EMPP	LERMAB	9
EMPP	ERPI	8
EMPP	GREEN	7
EMPP	LEMTA	7
EMPP	LCPM	3
EMPP	ENSIC	1
M4	IJL	41
M4	LEM3	3
OTELo	GeoRessources	14
OTELo	LIEC	13
OTELo	CRPG	3
OTELo	LSE	1

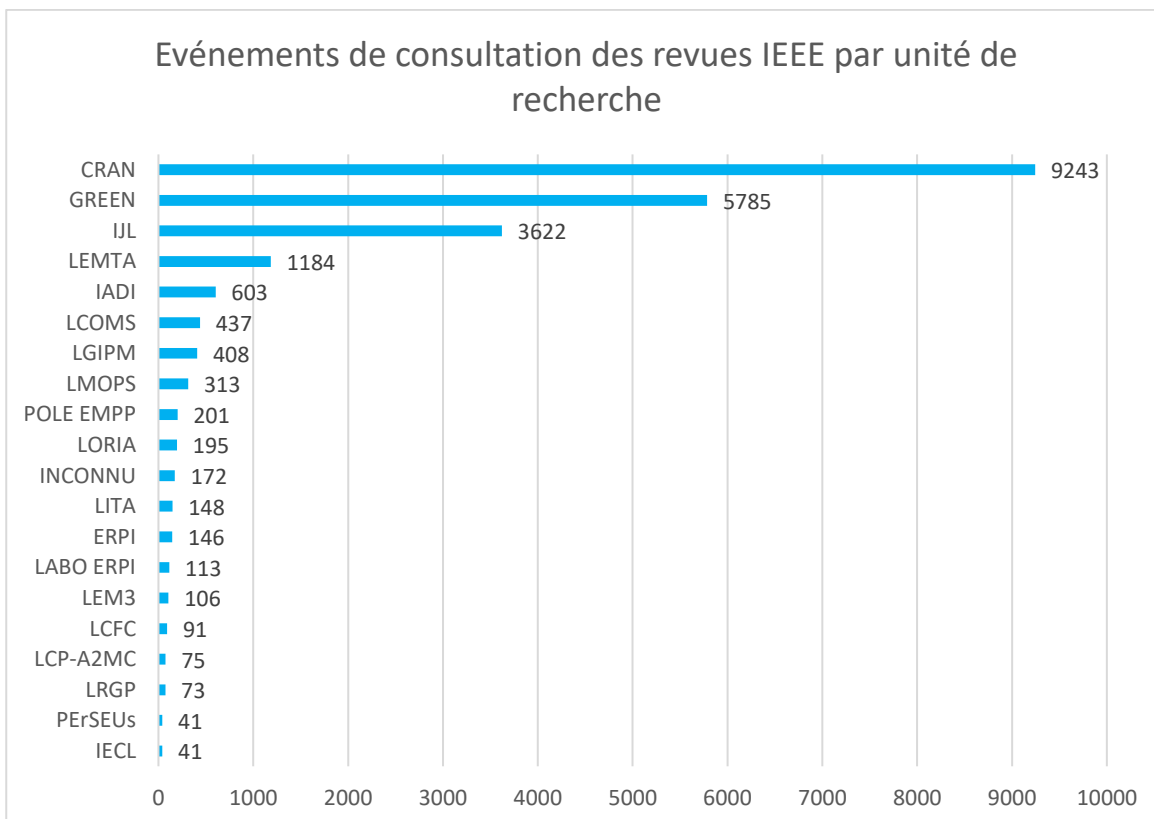
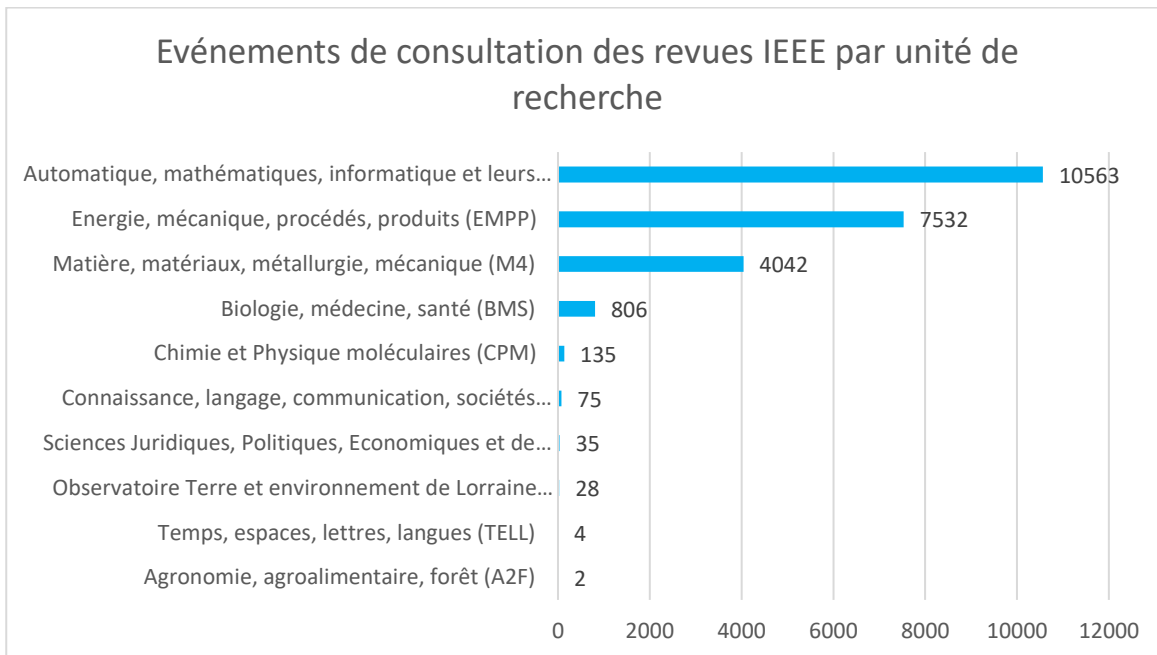
SJPEG	Irenee	1
TELL	IDEA	5
TELL	LOTERR	5
TELL	ECRITURES	3
TELL	CRULH	1
TELL	LIS	1
Hors UL	INRAE	1
Hors UL	LAIRDIL	1
	Pas de réponse	50
TOTAL		393

Annexe 3 - Statistiques de consultations Springer (2018, source ezMesure¹⁶)



¹⁶ <https://ezmesure.couperin.org>

Annexe 4 - Statistiques de consultations IEEE (2018, source ezMesure¹⁷)



¹⁷ <https://ezmesure.couperin.org>